

portation vient à disparaître, le peuple canadien tout entier, quelles que soient ses affiliations politiques, en subira les conséquences néfastes. Or personne ne souhaite un tel état de choses. C'est pourquoi je parle aujourd'hui sans parti pris. Je connais très bien mon devoir envers la population. Le ministre des Finances, qui n'a pas besoin qu'on lui rappelle son devoir, voudra bien me reconnaître la même sincérité quand j'accomplis le mien. J'espère faire comprendre à la Chambre l'importance de se dépouiller de tout appareil politique afin d'aborder dans un esprit pratique l'examen des problèmes de l'heure.

L'exposé budgétaire annuel est toujours un événement de plus en plus important dans notre vie nationale. C'est un fait unique dans notre histoire cependant, je le répète, que la Chambre ait à étudier un budget si souvent présenté et dont l'exercice est déjà si avancé avant même qu'il ait été adopté. De fait, il est revenu si souvent sur le tapis qu'il n'offre presque rien de neuf. Il me semble aussi très étrange que, malgré l'évolution rapide de presque tous les aspects de l'économie mondiale qui s'est produite depuis quelques mois, les propositions financières du Gouvernement ne soient aujourd'hui que la répétition de celles qu'il a présentées en mars dernier en prévision des élections du mois de juin. C'est un programme qui a apporté un soulagement provisoire au contribuable. Je déplore qu'il n'ait pas été plus généreux à certains égards en accordant, conformément à la proposition du parti auquel j'ai l'honneur d'appartenir, de plus fortes exonérations au pauvre homme. Il a soulagé plusieurs contribuables canadiens, ce qui lui donnait un attrait particulier aux yeux de millions d'entre eux. C'était, monsieur l'Orateur, une brillante manœuvre électorale qui fournissait un heureux expédient politique pour précipiter la tenue d'élections. Le budget manquait d'inspiration et ne semblait tenir aucun compte des signes avant-coureurs évidents que tout le monde, sauf le Gouvernement, observait le printemps dernier. Il est donc encore moins apte aujourd'hui à répondre aux exigences de la situation mondiale qui a tant changé depuis. Le ministre et ses conseillers refusaient d'envisager la dévaluation si précocement inévitable du dollar canadien.

Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur les événements mondiaux d'une économie si complexe et si confuse. Tous les députés, à l'exception des membres du cabinet, se rendaient compte, lors du premier exposé budgétaire en mars dernier, du développement du commerce bilatéral international et de

la perte de débouchés outre-mer, pour nos produits agricoles et forestiers, et pour notre poisson.

Non seulement cette attitude officielle trompeuse ne tient-elle pas compte des faits, mais elle ressemble étrangement à la politique expectante du parti libéral avant et pendant les élections de 1930, bien qu'une crise économique s'annonçât déjà vers la fin de 1929. A ce moment-là, nous perdions graduellement nos débouchés commerciaux, nos éleveurs regorgeaient de blé invendu, le bois s'entassait dans nos chantiers. Et pourtant, monsieur l'Orateur, le parti libéral a alors adopté la même attitude qu'aujourd'hui. On sait qu'au début des années 1930 les événements ont abouti à une grave crise économique.

Au cours de la dernière campagne électorale, le ministre du Commerce (M. Howe), pour qui j'ai la plus haute estime,—j'espère que ce sentiment est mutuel, mais je n'en suis pas sûr,—a formulé certaines déclarations. Il est optimiste et il est assez pratique en tout sauf en ce qui concerne sa politique. Il devrait, pourtant, comprendre ce qui passe. Il m'est arrivé d'être en certaines régions du pays en même temps que le ministre, parfois dans la même ville. Il affirmait invariablement que jamais la perspective n'avait été plus brillante pour notre commerce. Il songeait sans doute à notre commerce politique. N'est-ce pas son propre service de la statistique qui, pas plus tard que la semaine dernière, soulignait que, pour les huit premiers mois de la présente année, la balance favorable de notre commerce était inférieure à celle de toute autre période depuis 1938? Telle est la situation, alors même que le volume de notre commerce est plus considérable, point que je me garde bien de négliger, car le ministre revient là-dessus chaque fois qu'il prend la parole. Il me rappelle le marchand qui fait plus d'affaires; il achète plus et vend moins. La statistique démontre que, pour les huit premiers mois de 1949, notre balance du commerce a été plus défavorable que pour toute autre époque depuis 1938. Malgré le beau tableau brossé pour le public, le ministre doit être honnête.

Passons maintenant au ministre de l'Agriculture (M. Gardiner),—je regrette qu'il ne soit pas ici aujourd'hui et je tiens à dire que je suis heureux de constater qu'il a rertouvé la santé politique... (*Exclamations*).

L'hon. M. Rowe: Je ne voulais pas dire "santé politique"; je voulais dire que j'étais heureux qu'il ait recouvré la santé physique. Je sais que sa santé politique est toujours